



Examen civique : examen blanc de 40 questions

28 questions de connaissance et 12 mises en situation, 45 minutes, 32 bonnes réponses exigées. Corrigé en fin de document.



Règles vérifiées au 16 octobre 2026 sur service-public.gouv.fr, Légifrance et le ministère de l'Intérieur. Ce document est une aide à la révision ; il n'est pas édité par l'administration et ne remplace pas le livret du citoyen, gratuit sur immigration.interieur.gouv.fr.

Décrochez votre passeport français.

Toutes les questions-réponses, la méthode de l'entretien et les QCM au format de l'examen : le guide PDF sur <https://questions-naturalisation.fr/format-pdf/>

Questions

40 questions, une seule bonne réponse par question. Durée conseillée : 45 minutes. Seuil de réussite : 32 bonnes réponses. Le corrigé commenté est à la fin.

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

1. Que porte Marianne sur la tête ?

- ☐ A. Une couronne de laurier
- ☐ B. Un bonnet phrygien
- ☐ C. Un casque romain
- ☐ D. Une couronne d'or

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE · MISE EN SITUATION

2. À la mairie, un agent refuse de préparer le mariage civil d'un couple parce que les futurs époux n'ont pas la même religion. Que dit la règle ?

- ☐ A. L'agent a raison : les époux doivent avoir la même religion.
- ☐ B. Le couple doit d'abord se marier dans un lieu de culte.
- ☐ C. Le maire peut refuser s'il désapprouve ce choix.
- ☐ D. Le refus est illégal : le mariage civil ne tient pas compte de la religion des époux.

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

3. Quel jour célèbre-t-on officiellement la laïcité en France ?

- ☐ A. Le 9 décembre
- ☐ B. Le 14 juillet
- ☐ C. Le 11 novembre
- ☐ D. Le 1er mai

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE · MISE EN SITUATION

4. Un collègue annonce qu'il refuse de recevoir des consignes de la femme qui vient d'être nommée cheffe d'équipe. Quelle est la bonne réaction ?

- ☐ A. Lui donner raison, car un homme n'a pas à obéir à une femme.
- ☐ B. Demander à la direction de nommer un homme à sa place.
- ☐ C. Lui rappeler que les femmes ont accès aux mêmes postes de responsabilité que les hommes.
- ☐ D. Ne rien dire, car c'est une affaire de culture personnelle.

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

5. Quel terme désigne précisément la haine ou les préjugés contre les Juifs ?

- ☐ A. L'antisémitisme
- ☐ B. La xénophobie
- ☐ C. L'homophobie
- ☐ D. Le sexisme

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE · MISE EN SITUATION

6. Un club de sport de la commune refuse d'inscrire un enfant en fauteuil roulant, sans étudier aucun aménagement possible. Que dit la règle ?

- ☐ A. Le club peut refuser librement tout enfant handicapé.
- ☐ B. La famille doit d'abord obtenir l'accord du préfet.
- ☐ C. Ce refus peut être une discrimination fondée sur le handicap, interdite par la loi.
- ☐ D. Seuls les clubs spécialisés peuvent accueillir cet enfant.

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

7. Une des valeurs de la devise républicaine est l'Égalité. Qu'est-ce que cela signifie ?

- ☐ A. Tous les citoyens doivent gagner le même salaire.
- ☐ B. Tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs devant la loi.
- ☐ C. Chaque citoyen doit avoir le même logement.
- ☐ D. Les citoyens nés en France ont plus de droits.

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE · MISE EN SITUATION

8. À la cantine d'une école publique, un parent demande que son enfant soit placé loin des élèves d'une autre religion. Que dit la règle ?

- ☐ A. L'école doit prévoir des tables séparées selon les religions.
- ☐ B. L'enfant doit manger seul dans une autre salle.
- ☐ C. Le parent peut choisir les voisins de table de son enfant.
- ☐ D. L'école refuse : tous les élèves sont accueillis ensemble, sans distinction de religion.

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

9. Qui doit respecter et veiller à la neutralité religieuse dans les services publics ?

- ☐ A. Les usagers venus faire une démarche
- ☐ B. Les seuls responsables religieux
- ☐ C. Les agents publics, pendant leur service
- ☐ D. Les associations du quartier

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE · MISE EN SITUATION

10. Dans la rue, un passant insulte deux hommes parce qu'ils se tiennent la main. Que dit la règle ?

- ☐ A. L'insulte liée à l'orientation sexuelle est punie par la loi ; les victimes peuvent porter plainte.
- ☐ B. Le passant exerce simplement sa liberté d'expression.
- ☐ C. Deux hommes n'ont pas le droit de se tenir la main en public.
- ☐ D. Seul le maire peut décider d'une sanction.

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE · MISE EN SITUATION

11. Une famille veut retirer de l'école sa fille de 14 ans pour qu'elle s'occupe de la maison. Que dit la règle ?

- ☐ A. La famille peut décider seule dès 12 ans.
- ☐ B. Les filles peuvent quitter l'école plus tôt que les garçons.
- ☐ C. Il suffit de prévenir le directeur par écrit.
- ☐ D. C'est impossible : l'instruction est obligatoire jusqu'à 16 ans, pour les filles comme pour les garçons.

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

12. Comment est organisé le découpage administratif de la France ?

- ☐ A. En provinces, comtés et duchés
- ☐ B. En communes, départements et régions
- ☐ C. En États fédérés, comme en Allemagne
- ☐ D. En cantons seulement, comme en Suisse

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

13. À qui appartient la souveraineté nationale ?

- ☐ A. Au peuple
- ☐ B. Au président de la République
- ☐ C. Au Parlement
- ☐ D. Au Conseil constitutionnel

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

14. Quelle est la durée du mandat des sénateurs ?

- ☐ A. 4 ans
- ☐ B. 5 ans
- ☐ C. 6 ans
- ☐ D. 9 ans

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

15. Qui est élu lors des élections législatives ?

- ☐ A. Les sénateurs
- ☐ B. Les conseillers municipaux
- ☐ C. Le président de la République
- ☐ D. Les députés

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

16. Qui gère les collèges publics ?

- ☐ A. La commune
- ☐ B. Le département
- ☐ C. La région
- ☐ D. L'Union européenne

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

17. En quelle année la citoyenneté européenne a-t-elle été créée ?

- ☐ A. En 1992
- ☐ B. En 1951
- ☐ C. En 2002
- ☐ D. En 2013

DROITS ET DEVOIRS

18. Quel droit protège une personne contre une arrestation arbitraire ?

- ☐ A. Le droit de propriété
- ☐ B. Le droit de grève
- ☐ C. Le droit à la sûreté
- ☐ D. Le droit d'asile

DROITS ET DEVOIRS · MISE EN SITUATION

19. Vous recevez par erreur sur votre compte un virement de 2 000 euros qui ne vous est pas destiné. Quelle est la bonne réaction ?

- ☐ A. Garder l'argent, puisque l'erreur ne vient pas de vous.
- ☐ B. Retirer vite la somme en espèces.
- ☐ C. Partager la somme avec la personne qui s'est trompée.
- ☐ D. Prévenir votre banque et rendre la somme, qui ne vous appartient pas.

DROITS ET DEVOIRS

20. À quel âge est la majorité numérique en France ?

- ☐ A. 13 ans
- ☐ B. 15 ans
- ☐ C. 18 ans
- ☐ D. 21 ans

DROITS ET DEVOIRS · MISE EN SITUATION

21. Vous voyez de la fumée et des flammes sortir d'un appartement de l'immeuble voisin. Quelle est la bonne réaction ?

- ☐ A. Appeler immédiatement les pompiers au 18 ou le 112.
- ☐ B. Attendre de voir si le feu s'éteint tout seul.
- ☐ C. Filmer la scène pour la publier sur internet.
- ☐ D. Prévenir le propriétaire par courrier.

DROITS ET DEVOIRS

22. Quelle est l'infraction la plus grave ?

- ☐ A. La contravention
- ☐ B. Le délit
- ☐ C. Le crime
- ☐ D. L'incivilité

DROITS ET DEVOIRS · MISE EN SITUATION

23. Sur un chantier, votre employeur vous demande de travailler en hauteur sans casque ni harnais. Que dit la règle ?

- ☐ A. Vous devez obéir, car l'employeur décide seul.
- ☐ B. Vous devez acheter vous-même ce matériel.
- ☐ C. Vous pouvez travailler sans protection si vous êtes d'accord.
- ☐ D. L'employeur doit fournir les protections ; face à un danger grave et imminent, vous pouvez vous retirer.

DROITS ET DEVOIRS

24. La vente d'alcool en France est interdite aux personnes de moins de :

- ☐ A. 16 ans
- ☐ B. 18 ans
- ☐ C. 20 ans
- ☐ D. 21 ans

DROITS ET DEVOIRS · MISE EN SITUATION

25. Un voisin vous propose de déclarer un faux cambriolage à votre assurance pour partager l'indemnité. Que dit la règle ?

- ☐ A. Il faut refuser : c'est une fraude à l'assurance, punie comme une escroquerie.
- ☐ B. Accepter, car les assurances sont assez riches.
- ☐ C. Accepter si le montant reste faible.
- ☐ D. Accepter si le voisin rédige lui-même la déclaration.

DROITS ET DEVOIRS

26. Qu'est-ce que le devoir de mémoire ?

- ☐ A. Apprendre par cœur la Constitution
- ☐ B. Garder le secret sur les affaires de l'État
- ☐ C. Se souvenir des drames du passé et honorer leurs victimes
- ☐ D. Conserver ses papiers d'identité toute sa vie

DROITS ET DEVOIRS · MISE EN SITUATION

27. Pendant une campagne électorale, un candidat vous propose de l'argent si vous votez pour lui. Que dit la règle ?

- ☐ A. C'est permis si la somme est modeste.
- ☐ B. C'est interdit : acheter ou vendre un vote est un délit.
- ☐ C. C'est permis pendant la campagne officielle.
- ☐ D. C'est permis si vous votez vraiment pour lui.

DROITS ET DEVOIRS · MISE EN SITUATION

28. Vous déménagez dans une autre commune et vous voulez voter aux prochaines élections. Que devez-vous faire ?

- ☐ A. Rien, votre inscription suit votre courrier.
- ☐ B. Voter dans n'importe quel bureau de vote.
- ☐ C. Demander l'accord de votre ancien maire.
- ☐ D. Demander votre inscription sur les listes électorales de votre nouvelle commune.

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

29. Dans quelle ville les rois de France étaient-ils couronnés ?

- ☐ A. Reims
- ☐ B. Paris
- ☐ C. Versailles
- ☐ D. Orléans

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

30. Lors de la seconde guerre mondiale, à quelle date la ville de Paris a-t-elle été libérée ?

- ☐ A. Le 6 juin 1944
- ☐ B. Le 8 mai 1945
- ☐ C. Le 25 août 1944
- ☐ D. Le 11 novembre 1942

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

31. Quelle est la première étape de la construction européenne en 1951 ?

- ☐ A. La création de l'euro
- ☐ B. La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)
- ☐ C. La signature du traité de Maastricht
- ☐ D. L'élargissement à 27 pays

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

32. Quel était le principal port français impliqué dans la traite négrière au XVIIIe siècle ?

- ☐ A. Marseille
- ☐ B. Brest
- ☐ C. Calais
- ☐ D. Nantes

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

33. Qui a peint « La liberté guidant le peuple » ?

- ☐ A. Eugène Delacroix
- ☐ B. Claude Monet
- ☐ C. Paul Cézanne
- ☐ D. Auguste Renoir

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

34. Quelle chaîne de montagnes est située entre la France et l'Italie ?

- ☐ A. Les Pyrénées
- ☐ B. Les Vosges
- ☐ C. Les Alpes
- ☐ D. Le Jura

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

35. Quel est le 101ème département français depuis 2011 ?

- ☐ A. La Réunion
- ☐ B. Mayotte
- ☐ C. La Guyane
- ☐ D. La Corse

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

36. Pendant quelles journées peut-on visiter gratuitement des lieux culturels en France ?

- ☐ A. Les journées de la fête du Travail
- ☐ B. Les journées des soldes
- ☐ C. Les journées du Tour de France
- ☐ D. Les Journées européennes du patrimoine

VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

37. Qu'est-ce que le tiers payant ?

- ☐ A. Une aide pour payer son loyer
- ☐ B. Ne pas avancer les frais de santé pris en charge
- ☐ C. Un impôt payé par les employeurs
- ☐ D. Une assurance obligatoire pour la voiture

VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

38. Qui a le droit de se syndiquer ?

- ☐ A. Tous les salariés, quelle que soit leur nationalité
- ☐ B. Seulement les salariés de nationalité française
- ☐ C. Seulement les fonctionnaires
- ☐ D. Seulement les chefs d'entreprise

VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

39. À quel âge commence l'instruction obligatoire des enfants ?

- ☐ A. 5 ans
- ☐ B. 6 ans
- ☐ C. 7 ans
- ☐ D. 3 ans

VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

40. Le stationnement sur une place réservée aux personnes handicapées :

- ☐ A. Est autorisé quelques minutes pour tout le monde
- ☐ B. Est autorisé la nuit et le dimanche
- ☐ C. Est interdit sans la carte de stationnement prévue et puni d'une amende
- ☐ D. Est réservé aux personnes de plus de 65 ans

Corrigé commenté

1. Bonne réponse : B. Un bonnet phrygien

Marianne, figure féminine de la République, porte le bonnet phrygien, symbole de liberté hérité de la Révolution. Son buste orne de nombreuses mairies et son visage figure sur les timbres-poste.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Principes et valeurs de la République) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1

2. Bonne réponse : D. Le refus est illégal : le mariage civil ne tient pas compte de la religion des époux.

Le mariage civil est laïque : l'officier d'état civil vérifie l'âge, le consentement et l'absence d'empêchement légal, jamais la religion. Refuser un mariage pour ce motif est une discrimination interdite.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1 (laïcité) et partie 5 (vie familiale)

3. Bonne réponse : A. Le 9 décembre

Le 9 décembre rappelle la loi du 9 décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État. Ce jour-là, les écoles et les services publics organisent des actions pour expliquer la laïcité.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Principes et valeurs de la République) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1

4. Bonne réponse : C. Lui rappeler que les femmes ont accès aux mêmes postes de responsabilité que les hommes.

L'égalité entre les femmes et les hommes s'applique au travail : l'accès aux responsabilités ne dépend pas du sexe. Refuser l'autorité d'une cheffe pour cette raison va contre la loi et les valeurs de la République.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1 (égalité entre les femmes et les hommes) ; code du travail, art. L. 1142-1

5. Bonne réponse : A. L'antisémitisme

L'antisémitisme désigne l'hostilité envers les Juifs. Comme le racisme, il est combattu par la République : les injures, les menaces et les violences antisémites sont punies plus sévèrement par la loi.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Principes et valeurs de la République) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1

6. Bonne réponse : C. Ce refus peut être une discrimination fondée sur le handicap, interdite par la loi.

Le handicap fait partie des critères de discrimination interdits par le code pénal. Refuser un enfant pour ce seul motif, sans examiner sa situation ni les adaptations possibles, est illégal ; la famille peut saisir le Défenseur des droits.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1 (refus des discriminations) ; code pénal, art. 225-1 et 225-2

7. Bonne réponse : B. Tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs devant la loi.

L'égalité signifie que la loi est la même pour tous, sans distinction d'origine, de religion ou de sexe (Déclaration de 1789, article 1er ; Constitution, article 1er). Elle n'impose pas des revenus identiques.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Principes et valeurs de la République) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1

8. Bonne réponse : D. L'école refuse : tous les élèves sont accueillis ensemble, sans distinction de religion.

L'école publique est laïque et accueille tous les enfants à égalité. Séparer des élèves selon leur religion serait une discrimination et irait contre la mixité et la fraternité que l'école doit transmettre.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1 (laïcité) et partie 5 (école)

9. Bonne réponse : C. Les agents publics, pendant leur service

Les agents publics représentent l'État : ils doivent rester neutres et traiter chaque usager de la même façon. Les usagers, eux, restent libres de leurs convictions, dans le respect de l'ordre public.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Principes et valeurs de la République) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1

10. Bonne réponse : A. L'insulte liée à l'orientation sexuelle est punie par la loi ; les victimes peuvent porter plainte.

La liberté d'expression ne couvre pas les injures homophobes : l'orientation sexuelle est un critère protégé et l'injure commise pour ce motif est plus lourdement punie. Chacun est libre de vivre sa vie de couple.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1 (respect d'autrui) ; loi du 29 juillet 1881, art. 33

11. Bonne réponse : D. C'est impossible : l'instruction est obligatoire jusqu'à 16 ans, pour les filles comme pour les garçons.

L'instruction est obligatoire jusqu'à 16 ans pour tous les enfants. Priver une fille d'études à cause de son sexe va contre l'égalité entre les femmes et les hommes, et la famille s'expose à des sanctions.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 1 (égalité) et partie 5 (école) ; code de l'éducation, art. L. 131-1

12. Bonne réponse : B. En communes, départements et régions

La France est organisée en trois niveaux de collectivités territoriales : les communes, les départements et les régions. S'y ajoutent des collectivités à statut particulier, comme la Corse ou certaines collectivités d'outre-mer (Constitution, article 72).

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Système institutionnel et politique) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 2

13. Bonne réponse : A. Au peuple

Selon l'article 3 de la Constitution, la souveraineté nationale appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants élus et par la voie du référendum. Aucun groupe ni aucune personne ne peut se l'attribuer.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Système institutionnel et politique) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 2

14. Bonne réponse : C. 6 ans

Les sénateurs sont élus pour 6 ans au suffrage universel indirect, par des grands électeurs, surtout des élus locaux. Le Sénat est renouvelé par moitié tous les 3 ans (Constitution, article 24 ; code électoral).

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Système institutionnel et politique) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 2

15. Bonne réponse : D. Les députés

Les élections législatives désignent les 577 députés de l'Assemblée nationale, élus au suffrage universel direct pour 5 ans. Les sénateurs, eux, sont élus au suffrage indirect par des grands électeurs.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Système institutionnel et politique) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 2

16. Bonne réponse : B. Le département

Le conseil départemental construit, entretient et équipe les collèges publics. Les communes gèrent les écoles maternelles et élémentaires, les régions les lycées ; l'État fixe les programmes et rémunère les enseignants.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Système institutionnel et politique) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 2

17. Bonne réponse : A. En 1992

La citoyenneté européenne a été créée par le traité de Maastricht, signé en 1992. Elle s'ajoute à la nationalité : tout Français est aussi citoyen européen et peut circuler, résider et voter aux élections européennes dans l'Union.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Système institutionnel et politique) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 2

18. Bonne réponse : C. Le droit à la sûreté

La sûreté est un droit naturel de l'homme (Déclaration de 1789, articles 2 et 7) : nul ne peut être arrêté ou détenu hors des cas prévus par la loi. L'autorité judiciaire garantit cette liberté.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Droits et devoirs) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3

19. Bonne réponse : D. Prévenir votre banque et rendre la somme, qui ne vous appartient pas.

Une somme reçue par erreur doit être rendue : le code civil oblige celui qui reçoit ce qui ne lui est pas dû à le restituer. Garder volontairement cet argent peut aussi être sanctionné.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3 (obligations et devoirs) ; code civil, art. 1302

20. Bonne réponse : B. 15 ans

La loi du 7 juillet 2023 fixe la majorité numérique à 15 ans : avant cet âge, l'inscription sur un réseau social demande l'accord d'un parent. Cette règle vise à protéger les mineurs en ligne.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Droits et devoirs) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3

21. Bonne réponse : A. Appeler immédiatement les pompiers au 18 ou le 112.

Face à un danger, chacun doit alerter les secours sans se mettre en danger : le 18 joint les pompiers, le 112 est le numéro d'urgence européen. Ne rien faire pourrait constituer une non-assistance à personne en danger.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3 (obligations et devoirs) et partie 5 (urgences) ; code pénal, art. 223-6

22. Bonne réponse : C. Le crime

Le code pénal classe les infractions en trois catégories : contraventions, délits et crimes. Les crimes, comme le meurtre, sont les plus graves ; ils sont jugés par la cour d'assises ou la cour criminelle départementale.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Droits et devoirs) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3

23. Bonne réponse : D. L'employeur doit fournir les protections ; face à un danger grave et imminent, vous pouvez vous retirer.

L'employeur doit protéger la santé et la sécurité des salariés et fournir les équipements nécessaires. Face à un danger grave et imminent, le salarié peut exercer son droit de retrait après avoir alerté l'employeur.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3 (droits) et partie 5 (travail) ; code du travail, art. L. 4131-1

24. Bonne réponse : B. 18 ans

Le code de la santé publique interdit de vendre ou d'offrir de l'alcool aux mineurs, c'est-à-dire aux personnes de moins de 18 ans. Le vendeur peut demander une pièce d'identité pour vérifier l'âge du client.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Droits et devoirs) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3

25. Bonne réponse : A. Il faut refuser : c'est une fraude à l'assurance, punie comme une escroquerie.

Déclarer un faux sinistre pour obtenir une indemnité est une escroquerie, un délit puni par le code pénal.

Toutes les personnes qui participent à la fraude, même sans en avoir eu l'idée, peuvent être poursuivies.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3 (obligations et devoirs) ; code pénal, art. 313-1

26. Bonne réponse : C. Se souvenir des drames du passé et honorer leurs victimes

Le devoir de mémoire consiste à se souvenir des drames de l'histoire, comme les guerres, la Shoah ou l'esclavage, et à honorer leurs victimes, à l'école, devant les monuments et lors des commémorations.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Droits et devoirs) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 3

27. Bonne réponse : B. C'est interdit : acheter ou vendre un vote est un délit.

Le vote est libre et secret. Offrir ou accepter de l'argent ou un avantage en échange d'un vote est puni par le code électoral, pour le candidat comme pour l'électeur. Ces faits doivent être signalés.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 2 (élections) et partie 3 (devoirs) ; code électoral, art. L. 106

28. Bonne réponse : D. Demander votre inscription sur les listes électorales de votre nouvelle commune.

On vote dans la commune où l'on est inscrit. Après un déménagement, il faut s'inscrire dans la nouvelle commune, en ligne ou en mairie, au plus tard le sixième vendredi avant le scrutin.

Source : Mise en situation d'entraînement rédigée par questions-naturalisation.fr ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 2 (élections) et partie 3 (devoirs) ; code électoral, art. L. 17

29. Bonne réponse : A. Reims

La plupart des rois de France ont été sacrés dans la cathédrale de Reims, comme Charles VII en 1429 en présence de Jeanne d'Arc. Le sacre donnait au roi une légitimité religieuse aux yeux du peuple.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Histoire, géographie et culture) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 4

30. Bonne réponse : C. Le 25 août 1944

Paris est libérée le 25 août 1944 par la 2e division blindée du général Leclerc, les forces alliées et les résistants. Le général de Gaulle y prononce le soir même un discours resté célèbre.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Histoire, géographie et culture) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 4

31. Bonne réponse : B. La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)

En 1951, six pays, dont la France et l'Allemagne, créent la CECA pour mettre en commun le charbon et l'acier. Proposée par Robert Schuman en 1950, cette idée visait à rendre la guerre impossible.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Histoire, géographie et culture) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 4

32. Bonne réponse : D. Nantes

Nantes a été le premier port négrier français : des centaines d'expéditions de traite y ont été armées au XVIIIe siècle. La ville a ouvert en 2012 un mémorial de l'abolition de l'esclavage.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Histoire, géographie et culture) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 4

33. Bonne réponse : A. Eugène Delacroix

Eugène Delacroix a peint La Liberté guidant le peuple en 1830, en souvenir de la révolution de Juillet. La femme au bonnet phrygien qui brandit le drapeau est devenue une image de Marianne.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Histoire, géographie et culture) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 4

34. Bonne réponse : C. Les Alpes

Les Alpes séparent la France de l'Italie et d'une partie de la Suisse. Elles abritent le mont Blanc, plus haut sommet de France et d'Europe occidentale, ainsi que de nombreuses stations de sports d'hiver.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Histoire, géographie et culture) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 4

35. Bonne réponse : B. Mayotte

Mayotte, île de l'océan Indien située dans l'archipel des Comores, est devenue le 101e département français le 31 mars 2011, après une consultation de sa population organisée le 29 mars 2009.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Histoire, géographie et culture) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 4

36. Bonne réponse : D. Les Journées européennes du patrimoine

Chaque année, un week-end de septembre, les Journées européennes du patrimoine ouvrent au public, souvent gratuitement, des monuments, des musées et des bâtiments officiels d'habitude fermés au public, comme des ministères.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Histoire, géographie et culture) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 4

37. Bonne réponse : B. Ne pas avancer les frais de santé pris en charge

Avec le tiers payant, le patient n'avance pas la part prise en charge par l'Assurance maladie, et parfois par sa complémentaire : le professionnel de santé est payé directement. Il fonctionne avec la carte Vitale.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Vivre dans la société française) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 5

38. Bonne réponse : A. Tous les salariés, quelle que soit leur nationalité

La liberté syndicale est garantie par le préambule de la Constitution de 1946 : tout salarié peut adhérer au syndicat de son choix. L'employeur ne peut pas en tenir compte pour embaucher, payer ou sanctionner.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Vivre dans la société française) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 5

39. Bonne réponse : D. 3 ans

Depuis la rentrée 2019, l'instruction est obligatoire dès 3 ans, contre 6 ans auparavant. Elle se fait le plus souvent à l'école maternelle, puis se poursuit jusqu'à 16 ans pour tous les enfants.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Vivre dans la société française) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 5

40. Bonne réponse : C. Est interdit sans la carte de stationnement prévue et puni d'une amende

Ces places sont réservées aux titulaires de la carte mobilité inclusion mention stationnement. Stationner sans y avoir droit, même pour quelques minutes, est une infraction punie d'une amende de 135 euros.

Source : Question de la liste officielle DGEF du 12/12/2025 (thème Vivre dans la société française) ; livret du citoyen édition mai 2026, partie 5

Et maintenant ?

Vous venez de lire des questions. Le jour J, il faudra répondre vite, avec le stress, devant un agent ou face à un chronomètre de 45 minutes. Trois outils pour passer de « je connais » à « je réussis » :

Le guide PDF Réussir mon entretien de naturalisation

200 questions-réponses par thème, la méthode de l'entretien et des QCM au format de l'examen. <https://questions-naturalisation.fr/format-pdf/>

L'application Examen civique

Examens blancs illimités de 40 questions chronométrées, corrigés. <https://examen-civique-france.fr/app.html>

Les retours de candidats

Les questions réellement posées en préfecture, par ville et par année. <https://questions-naturalisation.fr/questions-entretien-naturalisation/>

